

L'ANTITSIGANISME, D'HIER À AUJOURD'HUI : COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR

L'ANTITSIGANISME, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Définition

L'antitsiganisme se définit comme :
« **le racisme spécifique contre les Roms, les Sintés, les Gitans, les Voyageurs et autres personnes qui sont stigmatisées en tant que “Tsiganes” ou “gens du voyage” dans l’imaginaire public, ceci indépendamment des termes utilisés pour les nommer.** »

— L’alliance contre l’antitsiganisme, 2019

LES ROMS, LES SINTÉS, LES GITANS, LES TSIGANES... QUELLE DIFFÉRENCE ?

Ces différents termes renvoient à un ensemble plus large : celui des **populations rromani**. Ces populations partagent un sentiment diffus d’appartenance commune à travers le monde, principalement grâce à **une langue commune d’origine indienne : le rromani**. Au fil des années, les descendant-es de ce groupe originaire du sous-continent indien se sont dispersé-es et installé-es dans une multitude de territoires où ils et elles se sont constitué des **identités de groupe distinctes, mais reliées entre elles : Roms, Gitans, Manouches, Sinté, Kalé**.

Le terme « **Tsiganes** » renvoie également aux populations rromani, mais tire son origine de la **période d’esclavage dont les Roms ont été victimes en Roumanie**. Son usage est donc déconseillé, à moins que les personnes s’auto-définissent comme telles.

QUI SONT LES VOYAGEUR·SES, LES GENS DU VOYAGE ?

Le terme générique « **gens du voyage** » est une **dénomination administrative, désignant une population hétérogène dont l’habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles terrestres**. Le terme « Voyageur-se » est utilisé par certain-es pour s’auto-définir.

La notion de « gens du voyage » ne comporte **aucune connotation ethnique ou communautariste** - les personnes concernées sont généralement françaises, d’origine rromani ou non. Toutes ne sont pas mobiles, mais leur point commun est de vivre dans une résidence mobile : **ce n’est pas l’itinérance qui caractérise cette population, mais simplement son mode d’habitat, principalement la caravane**.

— Définition fondée sur l’approche de la Fédération nationale des associations solidaires d’action avec les Tsiganes et les Gens du voyage (Fnasat-Gens du voyage)

L’antitsiganisme touche donc, par amalgame, aussi bien des groupes rromani (Roms, Gitans, Manouches, Sinté, Kalé), que des groupes non-rromani (tels que les Voyageur-ses d’origines diverses).

QU'EN DIT LA DILCRAH ?

Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l’Antisémitisme et la Haine anti-LGBT

« **Manifestations d’expressions et d’actes individuels, de politiques et de pratiques institutionnelles de marginalisation, d’exclusion, de violence physique, de dévalorisation des cultures et des modes de vie des gens du voyage et des personnes considérées ou se considérant comme Roms.** »

Victimes d’antitsiganisme, limitées dans leur accès aux droits, certaines personnes se retrouvent dans des conditions extrêmement précaires et n’ont d’autre choix que de vivre dans des lieux de vie informels. **Il ne s’agit pas d’un « mode de vie » mais d’une nécessité de survie.**



Livret de lutte contre l’antitsiganisme, à retrouver dans les ressources numériques de l’exposition.

L'ANTITSIGANISME,

le racisme le plus répandu et banalisé en France

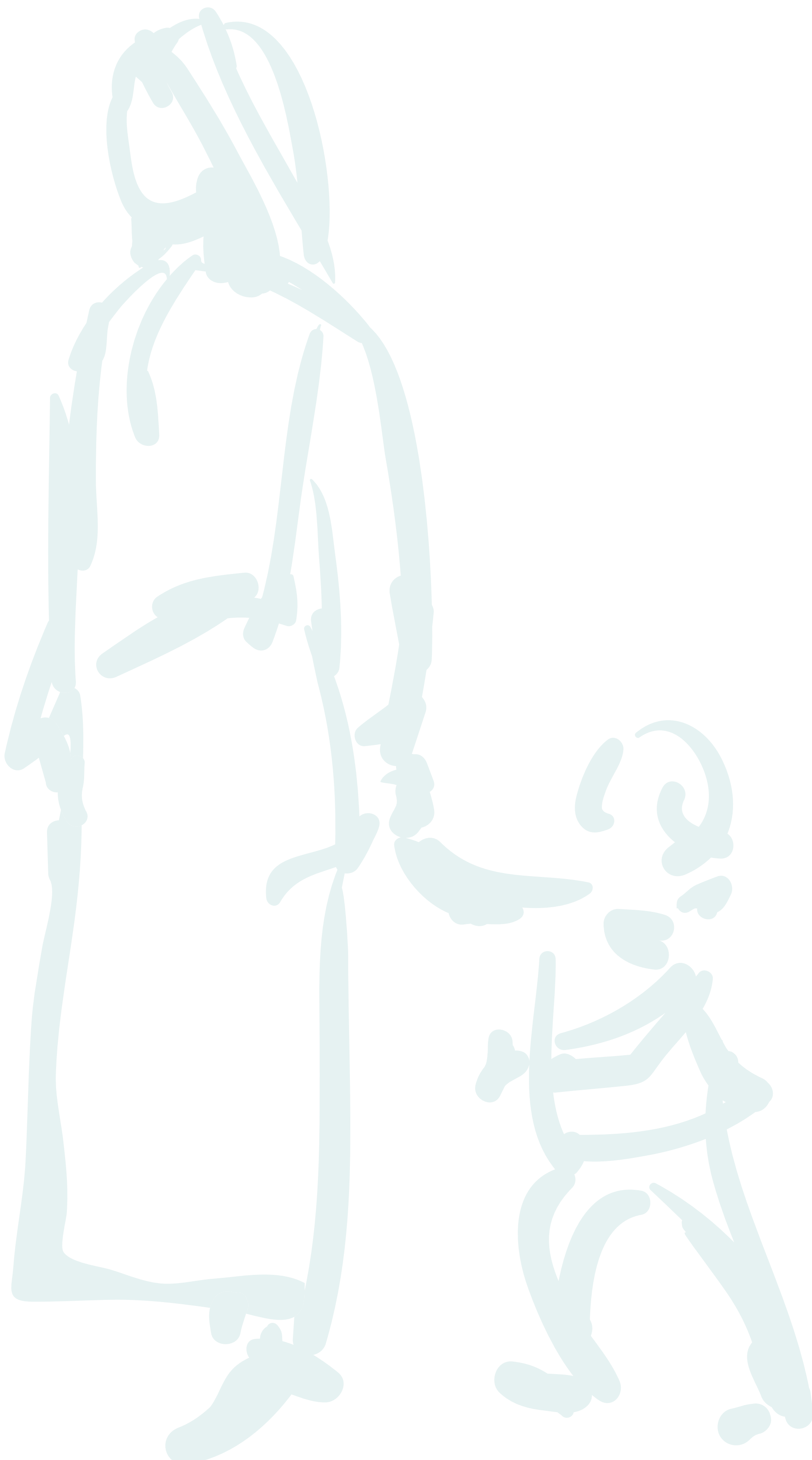
Année après année, **les Roms restent très majoritairement perçus comme la communauté formant le plus « un groupe à part dans la société »**. En 2025, 63 % des Français-es étaient d’accord avec ce postulat, d’après le rapport annuel de la Commission Nationale Consultative des Droits de l’Homme (CNCDH).

72% des personnes interrogées pensent qu’ils et elles « **sont pour la plupart nomades** »

49% pensent qu’ils et elles « **vivent essentiellement de vols et de trafics** »



Scannez-moi pour accéder aux ressources numériques de l’exposition !



L'ANTITSIGANISME, UN RACISME EUROPÉEN... ET FRANÇAIS

Dans tous les pays, l'antitsiganisme s'est construit en fonction de décisions politiques prises contre les Roms, les « Tsiganes », les nomades.

L'ANTITSIGANISME, UN RACISME EUROPÉEN

ROUMANIE

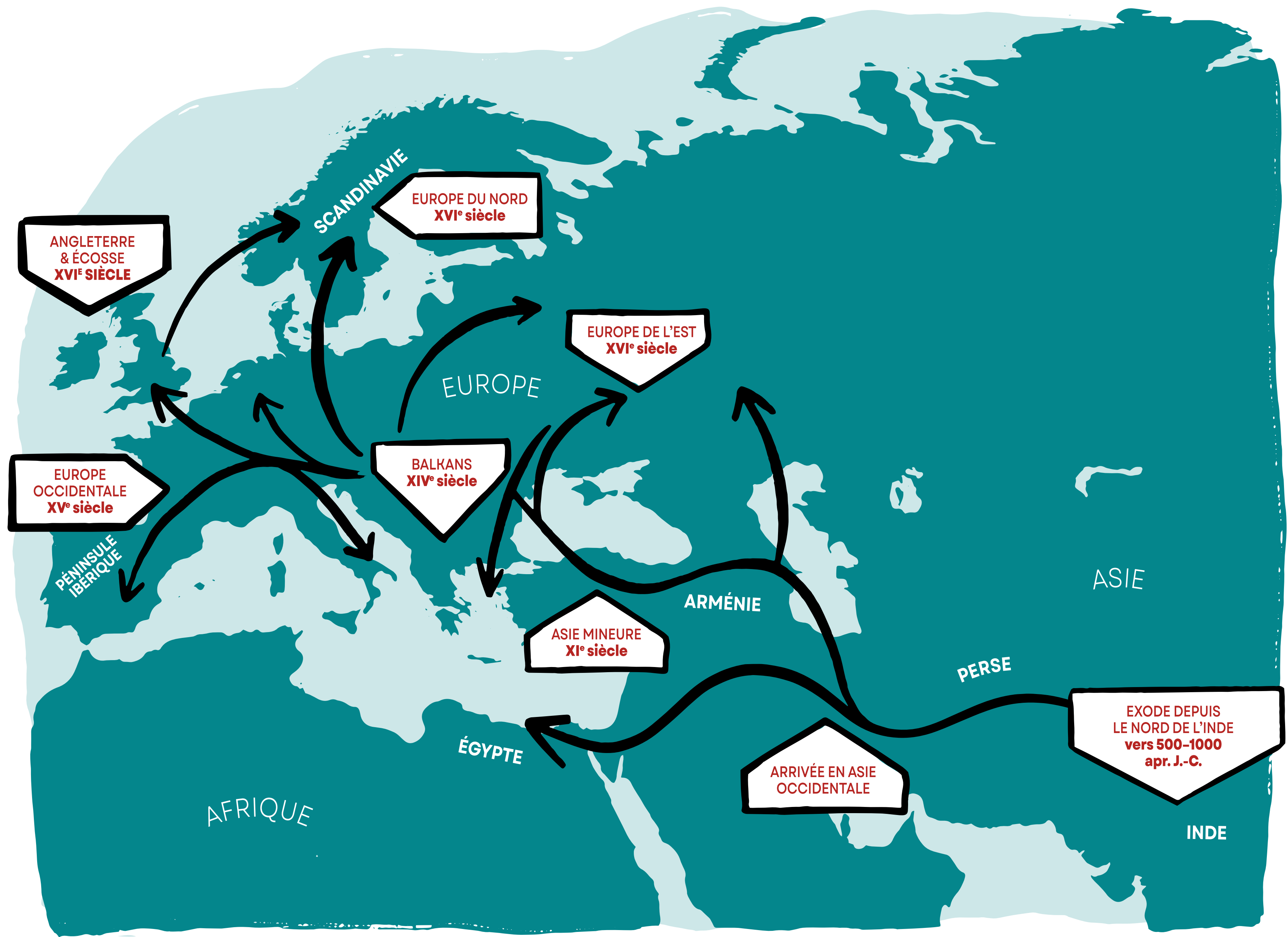
14^e siècle - 1856 : dans les principautés roumanophones de Moldavie et de Valachie, **les Roms étaient des esclaves**. Cet esclavage a duré cinq siècles ! C'est dans ce cadre que le concept de « Tsigane » est forgé, renvoyant au statut d'esclave.

ESPAGNE

1749 - 1763 : la « Gran Redada », grande rafle des Gitans d'Espagne, est organisée par les autorités espagnoles et l'Eglise catholique. **Entre 9 000 et 12 000 Gitan-es sont arrêté-es et emprisonné-es**, avec une volonté « d'extermination » affichée.

ALLEMAGNE

1933-1945 : durant le III^e Reich, l'antitsiganisme atteint son paroxysme. Dès 1933, les Roms sont interné-es dans des camps de concentration et sont persécuté-es. Cette politique d'exclusion prend une autre dimension à partir de 1942, avec la **déportation de tou-t-es les Roms vivant dans le Reich et les territoires occupés vers des camps de mise à mort**. À Auschwitz, des expérimentations médicales inhumaines sont menées sur les « Tsiganes », y compris sur des enfants, par le docteur Mengele.

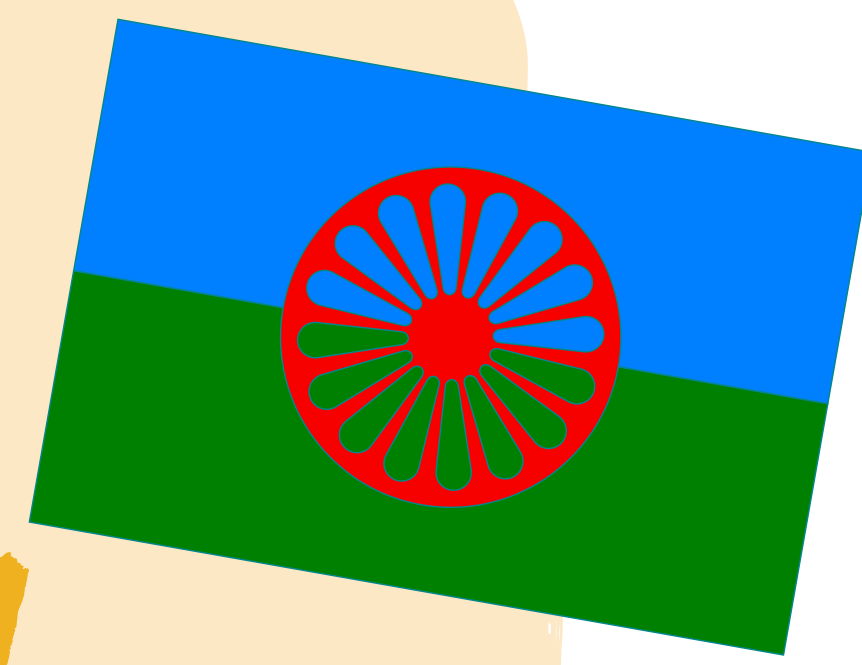


PREMIÈRES MIGRATIONS DES POPULATIONS RROMANI
DEPUIS LE NORD DE L'INDE VERS L'EUROPE

DANS TOUTE L'EUROPE

Durant la Seconde Guerre mondiale, le génocide perpétré par les nazis et leurs alliés, le « **Samudaripen** » ou « **Porajmos** », fera **500 000 victimes dans la population rromani d'Europe, soit près d'un quart de leur population totale**.

En 1971, un premier « Congrès mondial des Roms » est organisé à Londres, à l'issue duquel est créé le « Comité international rom », qui deviendra « l'Union rromani internationale », avec pour objectif d'affirmer une identité rromani commune et de bâtir une représentation politique des populations rromani. Celle-ci se dote notamment d'un hymne et d'un drapeau.



L'ANTITSIGANISME EN FRANCE : UN ANCRAGE HISTORIQUE, DES PRATIQUES QUI PERDURENT

1895

Début des recensements en France, **qui mêlent appartenance ethnique et itinérance (Roms/nomades)**, un amalgame qui perdure toujours aujourd'hui.

1912

Apparition d'un **statut administratif discriminatoire pour les personnes « nomades » en France**, symbolisé par le carnet anthropométrique obligatoire.

1940-1946

Assignation à résidence et enfermement des « nomades » dans des camps d'internement gardés par la police française de 1940 à juin 1946, soit plus d'un an après la fin de la guerre.

1969

La loi n° 69-3 modifie la typologie des documents obligatoires pour ceux que la Ve République baptisera « gens du voyage ». Le carnet anthropométrique devient un « livret de circulation ».

2017

la loi « égalité et citoyenneté » abroge la loi de 1969. La suppression du livret de circulation marque la **fin d'un statut juridique spécifique discriminatoire pour les Voyageur-ses**, qui aura duré plus d'un siècle. **Les textes et pratiques discriminantes, elles, subsistent très largement aujourd'hui.**

 **Le plan national 2023-2026 de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine** mentionne explicitement la lutte contre l'antitsiganisme. C'est la première fois que l'antitsiganisme est mentionné dans un tel plan.

 **8 avril 2026** : adoption par l'Assemblée nationale d'une proposition de résolution relative à « la reconnaissance et à la commémoration du génocide des Roms, Sinti, Manouches, Yéniches et Voyageurs ».

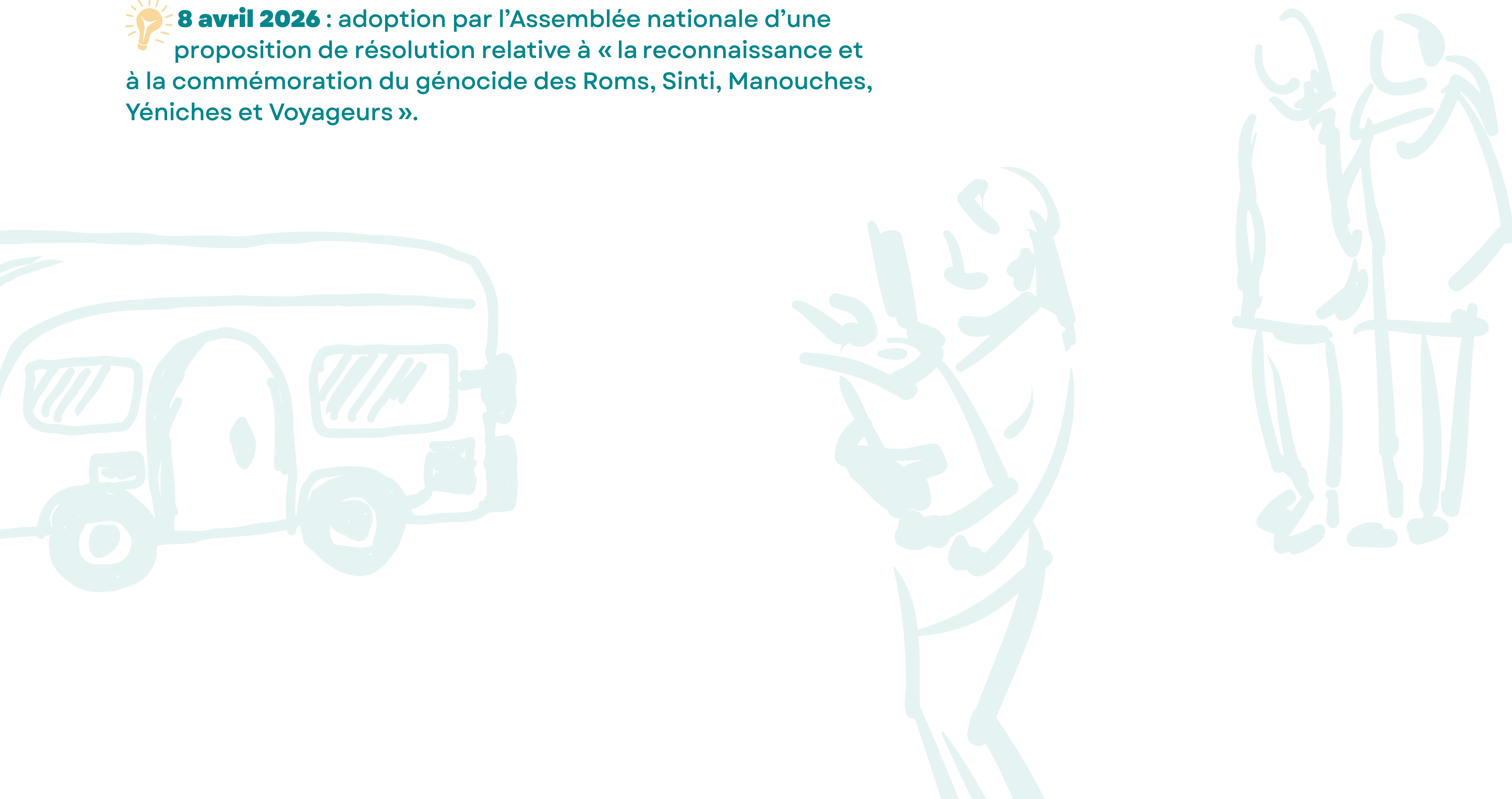
AU-DELÀ DES CHANGEMENTS LÉGISLATIFS, L'ANTITSIGANISME RESTE D'UNE EXTRÊME VIOLENCE



En 2019, des vidéos fausses circulent sur les réseaux sociaux concernant des « Roms » qui kidnapperaient des enfants dans des camionnettes blanches. Malgré les démentis des forces de l'ordre à ce sujet, cette rumeur conduit à une **vague de violences et de harcèlement envers les personnes perçues comme Roms**.



Le 22 février 2024, **Angela Rostas**, mère de famille rom enceinte de sept mois, est **tuée d'une balle de fusil de chasse au seuil de son mobil home**, en Haute-Savoie. **Le motif raciste est retenu par la justice.**



ANTITSIGANISME ET DISCRIMINATIONS

L'antitsiganisme est marqué par une violence protéiforme - physique, verbale, symbolique, psychologique, institutionnelle, administrative - qui touche toutes les sphères de la société.

Cet antitsiganisme est particulièrement marqué envers les Roms contraint·es à vivre en habitats informels (squats, bidonvilles, campements, etc.), car leur situation de grande précarité alimente les préjugés à leur encontre. Toutefois, l'antitsiganisme existe bien au-delà de l'habitat informel.

VIE EN HABITAT INFORMEL

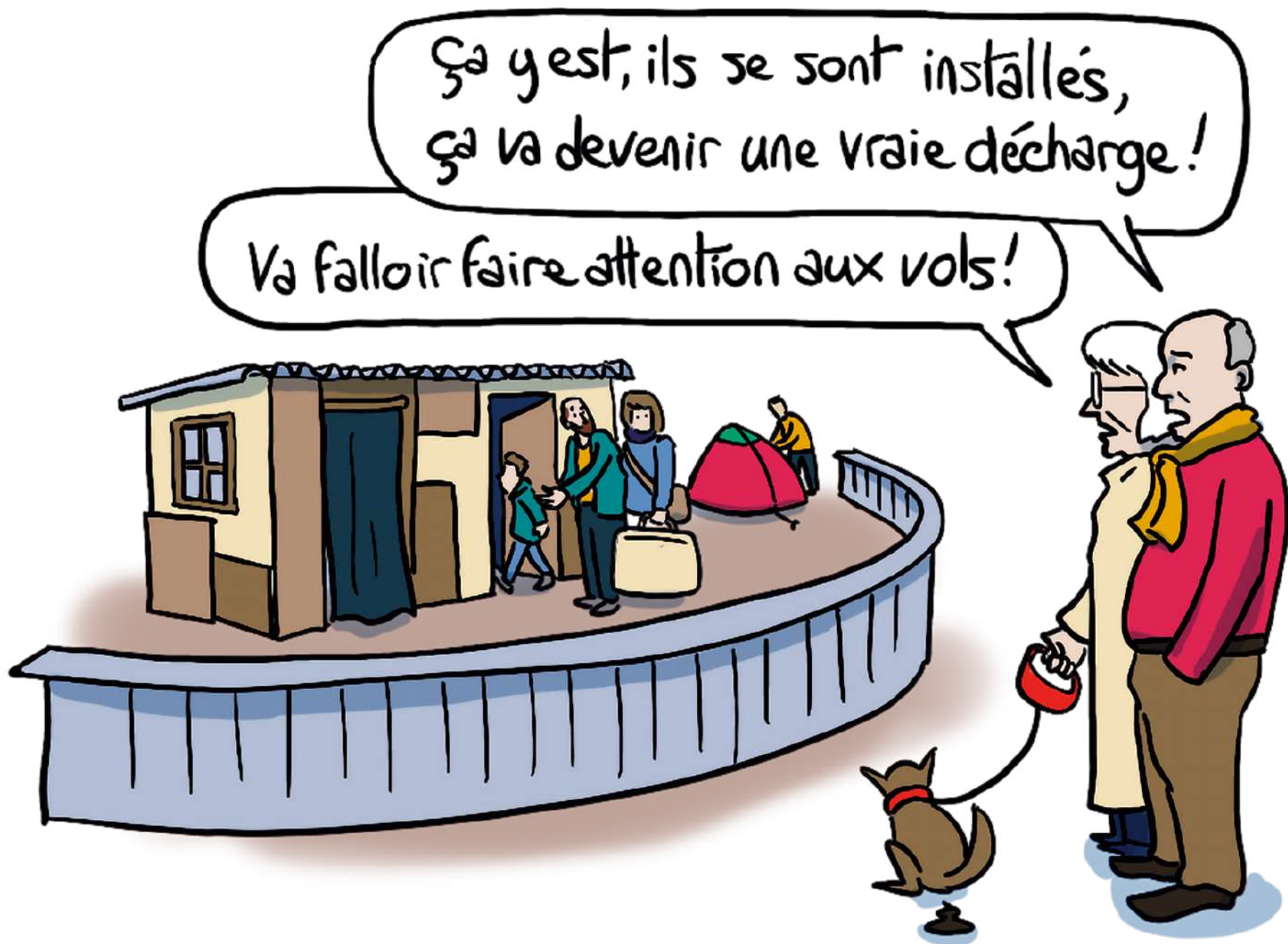
RELATIONS AVEC LE VOISINAGE / LES RIVERAINS

Le 5 février 2023, à Villeron (Val d’Oise), environ deux cents manifestant·es, dont le maire de la commune, se rendent devant un bidonville situé à l’orée du bois de la ville. L’objectif est clair, forcer les habitant·es à quitter les lieux, en témoignent les slogans :



Sous la pression, les habitant·es du bidonville sont contraint·es de quitter les lieux à la hâte. Quelques heures plus tard, une pelleteuse réservée au préalable par les services municipaux finit de démolir les cabanes et les affaires personnelles des familles.

Trois habitant·es, le Collectif National Droits de l’Homme Romeurope, la Fondation pour le logement, La Voix des Roms et le MRAP ont porté plainte. **Les six accusé·es ont été relaxé·es en 2025.**

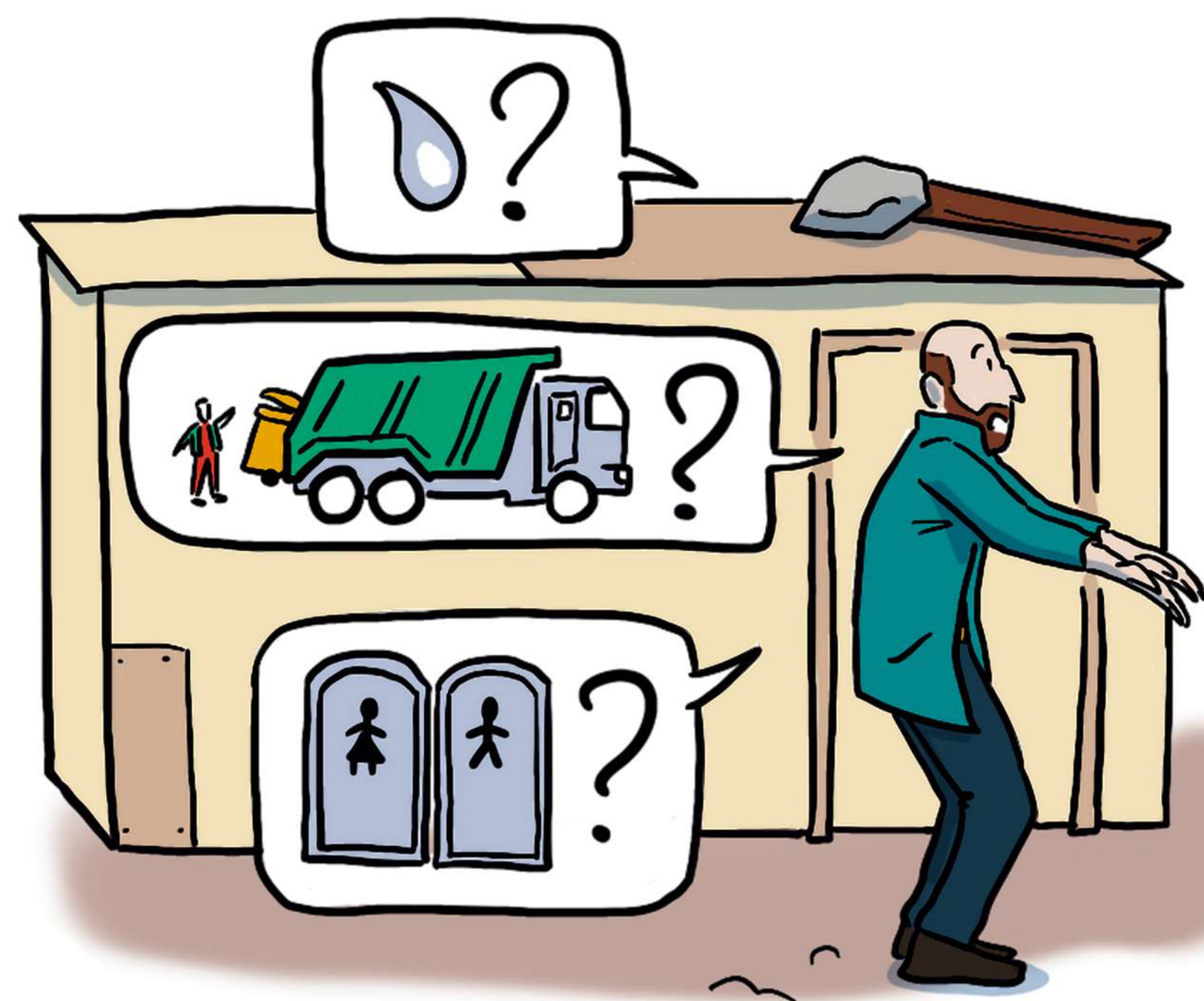


“

Ma famille et moi avons obtenu un logement social dans un quartier à Toulouse, après plus de 6 ans d’attente. L’appartement était grand et adapté, mais très vite, on a eu des problèmes avec nos voisins : **agressions physiques et verbales, menaces de mort, voitures rayées, boîte aux lettres taguée d’insultes.** Malgré plusieurs dépôts de plainte, il ne s’est rien passé. Trois mois après notre arrivée dans l’appartement, **nous avons décidé de laisser l’appartement et de nous installer de nouveau sur le bidonville, pour que nos enfants soient en sécurité.**

Adrian*, ancien habitant d’un bidonville à Toulouse

CONDITIONS DE VIE



“**Pour moi, grandir dans un bidonville, ça a été compliqué.** Déjà, les conditions de vie sont difficiles : l’hiver il peut faire froid dans les habitations, et l’été nous avons trop chaud. On tombe donc plus facilement malade, aussi parce que les matériaux qu’on utilise pour construire nos cabanes ne protègent pas de la pollution et des nuisibles [...].

Dans notre bidonville, on n’avait pas accès à l’eau ou à l’électricité. Pour un enfant, c’est difficile. **Si tu ne veux pas que les autres enfants se moquent de toi, il faut pouvoir se doucher.** Mais sans accès à l’eau, il faut sortir et aller dans des douches publiques, c’est pas pratique.”

Nicolae*, jeune en service civique ayant grandi dans un bidonville en Seine-Saint-Denis

EXPULSIONS

“Narciza* est en France depuis 16 ans, elle a vécu 30 expulsions, dont 3 depuis fin octobre [2025]... Et **malgré ses 30 expulsions, à aucun moment, elle n’envisage de repartir s’installer en Roumanie...**

Témoignage d’une bénévole du Collectif Solidarité Roms Lille Métropole, recueilli le 28 janvier 2026



L’instruction interministérielle du 25 janvier 2018 « visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles » donne un cadre pour respecter les droits des habitant·es de bidonvilles et squats, notamment en limitant les expulsions, privilégiant un accompagnement global des personnes et sécurisant leurs conditions de vie.

DANS LA PRATIQUE, EN FRANCE, EN 2025

7%

des expulsions de lieux de vie informels étaient précédées d’un diagnostic des situations individuelles

49%

des expulsions n’ont pas été accompagnées de propositions d’hébergement ou de logement pour une partie ou l’ensemble des habitant·es.

– Rapport 2025 de l’Observatoire des expulsions de lieux de vie informels.

JEUNESSE

SCOLARITÉ

À l'école aussi, c'était difficile. Déjà, avec la barrière de la langue, je ne comprenais pas tout. Alors j'ai pris du retard par rapport aux autres élèves. [...] Et puis faire mes devoirs dans le bidonville, sans électricité, c'était mission impossible ! **Personne n'arrivait à comprendre que je n'étais pas un problème, j'avais juste besoin d'aide.**

Nicolae*,
jeune en service civique ayant grandi dans un bidonville en Seine-Saint-Denis



Les élèves me harcelaient. *'Je t'ai vue hier à la gare. Tu faisais la manche avec ta mère ?'* On se moquait de nos vêtements, soi-disant sales ou moches. On disait de nous qu'on vivait en caravane. C'était faux. Mais ça faisait rire les autres. Et nous, ça nous blessait. On a vécu tout ça au long de notre parcours scolaire. Certains ont même arrêté l'école. **À l'époque, on pensait juste qu'on était différents. On n'avait pas réalisé que c'était du racisme.**

Gabriela*,
jeune en service civique vivant dans un bidonville en Seine-Saint-Denis

PARCOURS DU COMBATTANT DE LA SCOLARISATION



En 2020, la **Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal)** a lancé un **programme national de médiation scolaire**, finançant des postes de médiateur·ices scolaires sur différents territoires. Elle en a fait un des axes prioritaires de sa stratégie de résorption des bidonvilles, permettant à des milliers d'enfants d'accéder à l'école.

ACCÈS AUX LOISIRS ET À LA CULTURE

Reconnu comme un droit fondamental par la Déclaration des droits de l'enfant de 1959, la possibilité « de se livrer à des jeux, activités culturelles et récréatives » est souvent considérée comme secondaire **alors même qu'elle est essentielle pour le développement de l'enfant, son émancipation et son insertion sociale**. Pourtant, du fait des conditions de vie très précaires et/ou de nombreux préjugés concernant les populations rromani, **l'accès à la culture et aux loisirs est rendu difficile** (éloignement de l'offre culturelle, omniprésence des agents de sécurité, freins financiers, etc.).

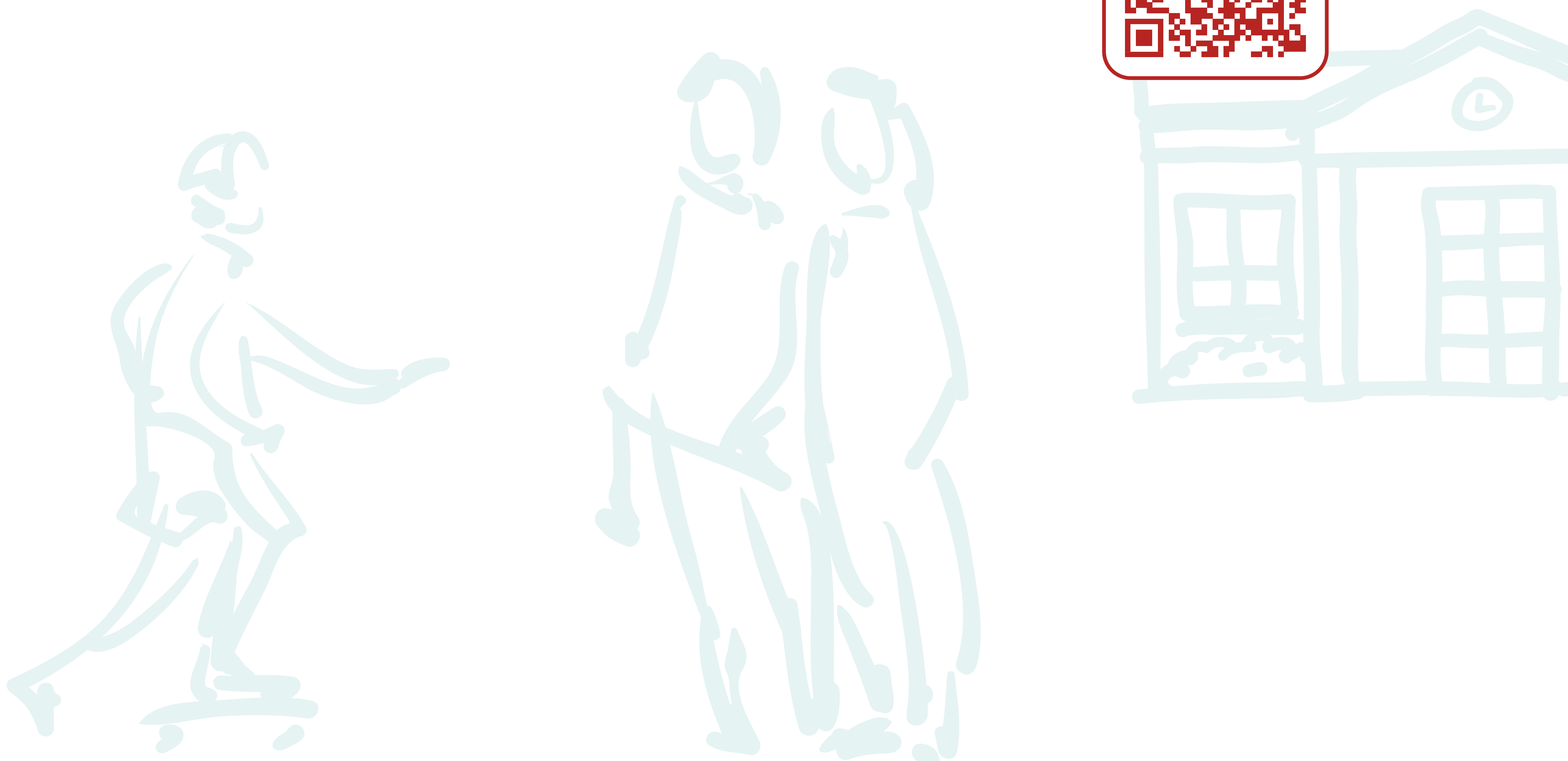
Le droit aux loisirs et à la culture conditionne souvent l'effectivité des autres droits (santé, expression, etc.). C'est pour cela que de plus en plus de travailleur·ses sociaux·ales développent des actions culturelles et ludiques dans leur projet d'accompagnement social.

Avec l'association Rencont'roms nous, on fait plein d'activités culturelles, on fait des photos, du théâtre, de la poésie, du dessin, on découvre plein d'endroits, des musées, qu'on ne pourrait pas voir tout seul. On part aussi en séjours. **Ça nous permet d'avoir des choses à raconter comme les autres enfants, de partager des moments tous ensemble et d'avoir des moments pour s'exprimer.** Et puis, ça nous permet de prendre conscience qu'on sait faire plein de choses.

Témoignage d'enfants
accompagnés par l'association
Rencont'roms nous à Toulouse

Les prénoms suivis d'une astérisque* ont été modifiés, afin de préserver l'anonymat des personnes ayant témoigné.

Les témoignages de Nicolae* et Gabriela* sont issus des vidéos de sensibilisation à l'antitsiganisme réalisées avec les jeunes en service civique dans le **programme "ALEJ Melting Potes"** de l'association **Unis-Cité**, en 2025 et 2026. Ce programme associe des volontaires francophones et des jeunes en grande précarité face au logement (vivant en bidonvilles ou squats par exemple), souvent allophones, afin de favoriser leur insertion socio-professionnelle. **Certain·es de ces jeunes, confronté·es à l'antitsiganisme, ont témoigné des discriminations vécues.** Ces témoignages sont disponibles en français et en roumain.



ESPACE PUBLIC ET REPRÉSENTATION

CONTRÔLES ET SUSPICIONS DANS L'ESPACE PUBLIC

C'est en allant dans la rue, dans les transports et dans les magasins que c'est le plus difficile, car **tout le monde se méfie de nous**. C'est là que je comprends ce que c'est l'antitsiganisme.

Nicolae*, jeune en service civique ayant grandi dans un bidonville en Seine-Saint-Denis



REPRÉSENTATION MÉDIATIQUE ET HARCÈLEMENT EN LIGNE

Avec le développement des médias en ligne et des réseaux sociaux, **le harcèlement envers les personnes perçues comme Roms est exponentiel et d'une rare violence**. A titre d'exemple, à la suite d'un incendie survenu dans un bidonville de la métropole lilloise en mai 2025, le média Ici Nord a publié un article en ligne. En commentaires, des centaines d'insultes et d'appels à la mort, tels que :



Baba au roms brûlés hihhi

 Vous voulez une épuration ethnique ?
Que les gens du voyage/roms disparaissent ?

Oui c'est l'idée ! De toutes façons ce n'est pas comme si ils apportaient quelque chose au monde, que ce soit culturellement ou autre

J'espère qu'il n'y a pas de personne décédée...

si c'est des roms... Pas grave

les déchets sont fait pour être brûler

on s'en fout

je regrette que cette communauté ai pas disparu dans les flammes...



Les commentaires ont rapidement été supprimés par le média. **Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope et la Ligue des droits de l'Homme ont porté plainte contre X.** Cette plainte a été jugée recevable par le Procureur de la République, déclenchant une enquête.

EXPRESSION POLITIQUE ET CITOYENNE

Je m'appelle Liliana Hristache, je suis Rom de Roumanie et de nationalité française. Mon engagement n'est pas le fruit d'une théorie, mais d'une réalité vécue : celle des expulsions, du rejet et de la discrimination. Je dois souligner que j'ai été, moi-même, habitante de bidonvilles. [...]

Pour moi, la politique est un point fort, l'outil indispensable. L'intégration d'une personne Rom en politique n'est pas une simple case à cocher. C'est la garantie d'une voix forte, authentique et légitime pour transformer la vie de notre communauté, déconstruire l'antitsiganisme et faire avancer l'égalité pour tous.

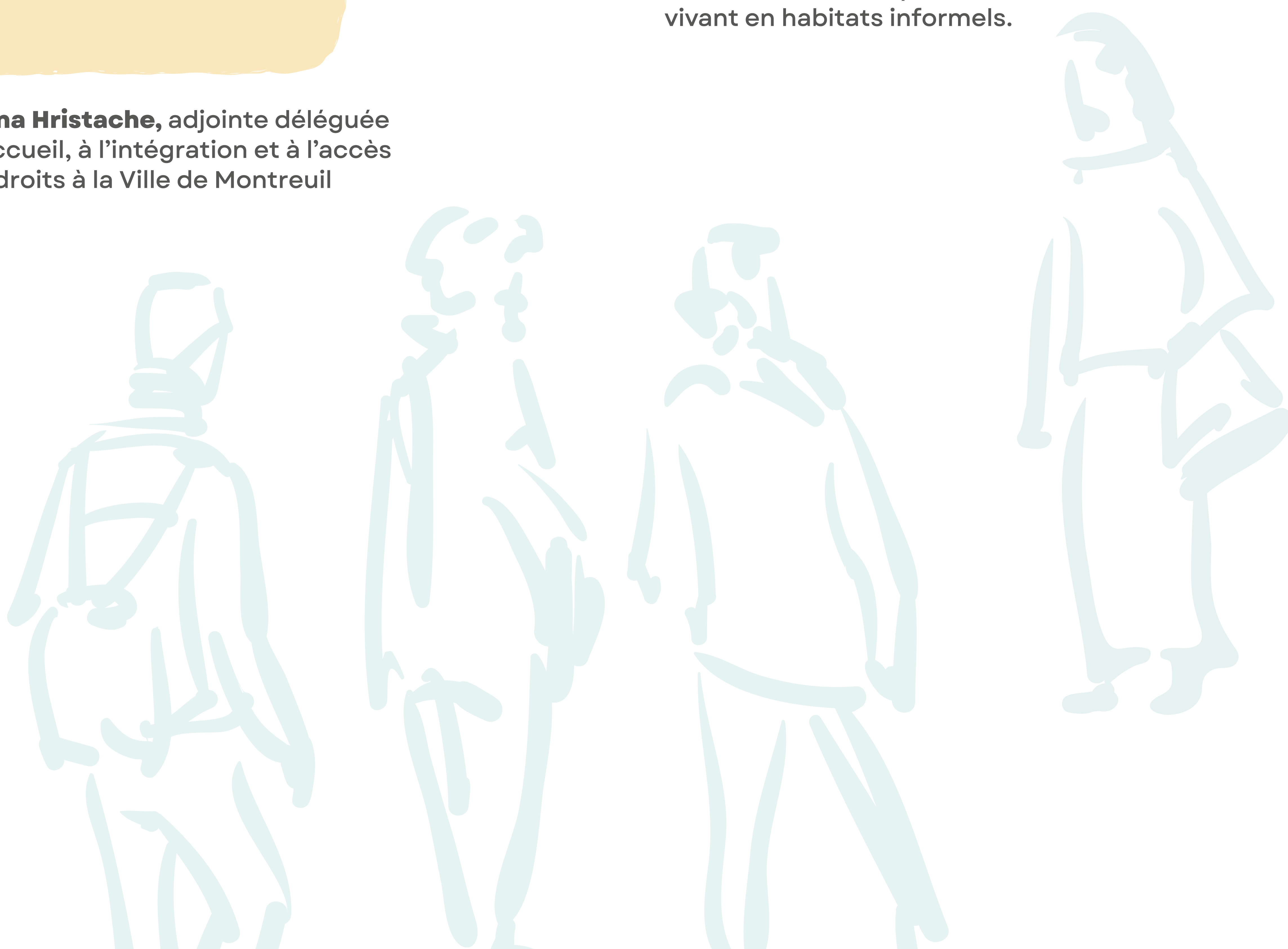
Liliana Hristache, adjointe déléguée à l'accueil, à l'intégration et à l'ac-

Pour moi, la politique est un point fort, l'outil indispensable. L'intégration d'une personne Rom en politique n'est pas une simple case à cocher. C'est la garantie d'une voix forte, authentique et légitime pour transformer la vie de notre communauté, déconstruire l'antitsiganisme et faire avancer l'égalité pour tous.

Liliana Hristache, adjointe déléguée
à l'accueil, à l'intégration et à l'accès
aux droits à la Ville de Montreuil



Flyer informatif sur les élections
municipales de 2026, à destination
des ressortissant·es européen·nes
vivant en habitats informels.



ACCÈS AUX DROITS

MÉCONNAISSANCE DU DROIT AU SÉJOUR EUROPÉEN

Beaucoup de personnes Roms vivant en France sont citoyennes de l'Union européenne, étant notamment originaires de Bulgarie et de Roumanie. Leur citoyenneté européenne leur donne **droit à une égalité de traitement avec les Français-es pour accéder à la plupart des prestations sociales** – protection maladie, allocations familiales, aides au logement, etc., **à condition de pouvoir justifier d'un séjour régulier en France.**

Or, la régularité du droit au séjour des citoyen·nes européen·nes n'est pas évaluée par les préfectures, mais par les agent·es administratif·ves chargé·es d'instruire leurs demandes de prestations sociales au sein des organismes sociaux (CAF, CPAM, etc.). **Du fait d'une méconnaissance de ce droit au séjour par de nombreux·ses agent·es, les refus illégitimes d'ouverture ou de renouvellement des droits et les erreurs administratives sont courantes** (ex : demande de documents non nécessaires). Pour des personnes qui éprouvent déjà des difficultés à faire valoir leurs droits seules (barrière linguistique, complexités administratives, etc.), **les non recours aux droits sont donc courants.**



J'ai même fait la carte de titre de séjour, parce que tout le temps, à la CAF, ils cherchent des choses. Ils disent qu'on a besoin d'une carte d'identité française. Mais ça, c'est pas vrai, parce qu'on est une communauté européenne.

Sabina*, ancienne habitante d'un bidonville à Lille

Dans les faits, **divers critères peuvent permettre de faire valoir la régularité du séjour des citoyen·nes de l'Union européenne** : par exemple, avoir un emploi salarié ou être auto-entrepreneur·se, avoir un·e enfant scolarisé·e et une activité professionnelle antérieure, ou encore être membre d'une famille dont un membre bénéficie du droit au séjour.



Pour connaître tous les critères du droit au séjour pour les citoyen·nes européen·nes, consultez les ressources numériques de cette exposition.

REFUS DE DOMICILIATION

En France, une majorité de démarches administratives est conditionnée au fait d'avoir une adresse. La domiciliation administrative permet aux personnes sans domicile stable d'avoir une adresse pour y recevoir leur courrier et faire valoir leurs droits. Pourtant, **certains organismes domiciliataires refusent de domicilier des personnes du fait du caractère soi-disant « temporaire » de leur lieu d'habitation** - un marqueur de l'amalgame courant entre les Roms et le nomadisme et d'un antitsiganisme banalisé.



46%

des CCAS interrogés ont indiqué refuser de domicilier des personnes qui vivent dans leur commune en bidonville.

Enquête inter-associative menée auprès des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) d'Île-de-France.

Cette exposition a été réalisée par le CNDH Romeurope, en partenariat avec l'association Askola, le Collectif Solidarité Roms Lille Métropole et l'association Rencont'roms nous.

COLLECTIF
NATIONAL DROITS DE L'HOMME
ROMEUPROPE



COLLECTIF SOLIDARITÉ
ROMS LILLE MÉTROPOLÉ



BIBLIOGRAPHIE

- L'alliance contre l'antitsiganisme (2019). *Antitsiganisme, un texte de référence.*
- CNCDH (2026). *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Rapport 2025.*
- CNDH Romeurope (2025). *Capsules vidéos - Lutte contre l'antitsiganisme.*
- CNDH Romeurope (2025). *Antitsiganisme et discriminations en bidonvilles. Luttons contre les idées reçues !.*
- CNDH Romeurope (2026). *21 questions pour mieux appréhender les politiques de résorption des squats et bidonvilles.*
- Collectif Domiciliation Île-de-France (2025). *Rapport d'enquête - Accès à la domiciliation dans les CCAS d'Île-de-France.*
- Jiménez-González, N. (2020). *Forms of resistance during the Great Round-up (Spain, 1749-1763).*
- Observatoire des expulsions de lieux de vie informels (2025). *Rapport 2024.*
- Observatoire des expulsions de lieux de vie informels (2026). *Rapport 2025.*
- Radenez, J. (2021). *8 avril 1971, la naissance de l'Union romani internationale. Le Courrier des Balkans.*
- Vignaud, N. (2026). *Un vent de résistance.* Auto-édition.

Si vous souhaitez bénéficier de l'exposition « L'antitsiganisme, d'hier à aujourd'hui : comprendre pour mieux agir », contactez-nous : contact@romeurope.org.

AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE



Délégation interministérielle
à l'hébergement et à l'accès
au logement

